



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 17 février 2021 — N° 163

Neuf heures quarante

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Persévérance scolaire : hommage à M. David Gill*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Irène Marks, une pionnière dans sa communauté.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Le don de soi : l'exemple de Mme Isabelle Lavallée.*
- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : *Reconnaissance du Carrefour jeunesse emploi de Saint-Laurent dans la réussite des jeunes.*
- Le député de Terrebonne sur le sujet suivant : *Le 100^e anniversaire de Mme Chabot Lapointe.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Fermeture de la salle de Bingo Masson, et l'impact sur les organismes communautaires.*
- La députée de Prévost sur le sujet suivant : *Activité de financement au profit de la Fondation du Centre jeunesse des Laurentides.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Souligner la contribution au développement de Matane du maire Jérôme Landry.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Mmes Laberge, Sauriol et M. Moretti : élus et impliqués pour leur communauté.*
- La députée de Louis-Hébert sur le sujet suivant : *Présence-Famille St-Augustin – Trente ans déjà!*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 30**
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les
municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et
diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le
13 novembre 2019

- 3) **Projet de loi n° 60**
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **12 juin 2020**

- 4) **Projet de loi n° 61**
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

- 5) **Projet de loi n° 78**
Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **8 décembre 2020**

- 6) **Projet de loi n° 79**
Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le **9 décembre 2020**

- 7) **Projet de loi n° 82**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020
Présenté par le ministre des Finances le **11 décembre 2020**

- 8) **Projet de loi n° 83**
Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **10 décembre 2020**

- 9) Projet de loi n° 85
Loi visant à faciliter le déroulement de l'élection générale municipale du 7 novembre 2021 dans le contexte de la pandémie de la COVID-19
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **10 février 2021**

Étude détaillée en commission

- 10) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 11) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 12) Projet de loi n° 59
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 27 octobre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **16 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 13) Projet de loi n° 64**
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 14) Projet de loi n° 65**
Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 24 septembre 2020
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 octobre 2020
Principe adopté le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 15) Projet de loi n° 67**
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 30 septembre 2020
Principe adopté le **5 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 16) Projet de loi n° 69**
Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le 29 octobre 2020
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1^{er} décembre 2020
Principe adopté le **8 décembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 17) Projet de loi n° 73**
Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 11 novembre 2020
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 10 décembre 2020
Principe adopté le **2 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 18) Projet de loi n° 74**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 2 décembre 2020
Principe adopté le **2 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 19) Projet de loi n° 77**
Loi sur l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 26 novembre 2020
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **4 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 20) Projet de loi n° 84***
Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement
Présenté par le ministre de la Justice le 10 décembre 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **4 février 2021**,
Renvoyé à la Commission des institutions

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 21) Projet de loi n° 190**
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 22) Projet de loi n° 191**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 23) Projet de loi n° 192**
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 193**
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 194**
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 195**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

- 27) Projet de loi n° 196**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d’instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l’état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d’une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 197**
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l’obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 29) Projet de loi n° 198**
Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 199**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement pour instaurer un droit d’initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l’indépendance du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 31) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 392**
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

- 34) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 35) Projet de loi n° 397**
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 398**
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 37) Projet de loi n° 399**
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 491**
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 40) Projet de loi n° 492**
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 41) Projet de loi n° 493**
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

- 42) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 47) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 48) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 49) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**

- 50) Projet de loi n° 597**
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 51) Projet de loi n° 598**
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 52) Projet de loi n° 599**
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 53) Projet de loi n° 690**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 691**
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 692**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 56) Projet de loi n° 693**
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

57) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**

58) Projet de loi n° 696
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **10 février 2021**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

59) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

60) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Sutton
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

61) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Nominigüe
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

62) Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

63) Projet de loi n° 217

Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal

Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

64) Projet de loi n° 219

Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal

Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

65) 16 février 2021

Motion de la cheffe de l'opposition officielle

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'État d'urgence sanitaire en vertu de la Loi sur la santé publique, qui lui accorde des pouvoirs extraordinaires pour lutter contre la pandémie de la COVID-19 et que ces pouvoirs commandent la plus grande transparence;

QUE l'Assemblée nationale constate que cette pandémie a fait à ce jour plus de 10 000 morts au Québec, soit près de la moitié des décès liés à cette pandémie au Canada;

QU'elle demande au gouvernement caquiste qu'il déclenche sans attendre une commission d'enquête publique et indépendante, au sens de la Loi sur les commissions d'enquête, afin de faire la lumière sur tous les aspects de la gestion de la pandémie de la COVID-19 par le gouvernement du Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 46

Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions

Adopté le **10 février 2021**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable ».
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance ».
- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 77**, Loi sur l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec (mandat confié le 4 février 2021).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 67**, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 5 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominigüe (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 8 décembre 2020).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 78**, Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises (mandat confié le 4 février 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (mandat confié le 16 février 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 60**, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions (mandat confié le 2 février 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 74**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures (mandat confié le 2 février 2021).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 84**, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (mandat confié le 4 février 2021).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 73**, Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée (mandat confié le 2 février 2021).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 65**, Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective (mandat confié le 11 novembre 2020).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

189) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**
Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public le *Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

Dans le rapport de la CFP, deux recommandations n'ont pas été retenues par le gouvernement dans le Plan d'action du ministre des Finances, soit les recommandations 5 et 6 :

« 5. Impose les dividendes reçus au Québec et qui ont fait l'objet de déductions à l'étranger.

6. Accorde un crédit d'impôt équivalent à l'impôt payé sur un revenu à l'étranger plutôt que de permettre le rapatriement de ce revenu au Québec en franchise d'impôt. »

Le Plan d'action mentionne ceci : «En 2017, 29 des 35 pays membres de l'OCDE ont un régime permettant le rapatriement des bénéficiaires étrangers au moyen de dividendes sans imposition ou offrent un allègement à l'égard de tels dividendes.» (Plan d'action, p. 157)

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 5 du plan d'action :

- Quelle est l'évaluation des sommes que le Québec perd en refusant d'appliquer ces deux recommandations?
- Quelle est l'évaluation des effets de la perception des dividendes imposée par 6 des 35 pays membres de l'OCDE?
- Est-ce que le Québec a entamé des discussions avec le gouvernement fédéral et les autres provinces pour faire front commun dans l'imposition de ces dividendes ?

190) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**

Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public le *Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

La mesure 2 du Plan d'action énonce que « le Québec demande au gouvernement fédéral de lui transmettre les informations accessibles dans le cadre des conventions fiscales bilatérales signées avec d'autres pays ».

En février 2018, devant les membres de la CFP, le ministère des Finances témoignait que dans le cadre des conventions fiscales actuelles, seuls les renseignements transmis par la France et les États-Unis pouvaient être transmis au Québec par l'Agence du Revenu du Canada. Par contre, ces conventions fiscales permettraient au Québec de recevoir les données sur les entreprises québécoises faisant affaire à l'étranger.

La mesure 3 du Plan d'action énonce « [qu']afin de tirer pleinement parti des informations obtenues grâce aux mesures 1 et 2, le Québec met en place le Groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales, pour exploiter les données financières et fiscales.»

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 2 du plan d'action :

- Dans quelle mesure est-ce que le gouvernement du Québec obtient à l'heure actuelle du gouvernement fédéral les informations obtenues par ce dernier en vertu :
 - De toutes les conventions fiscales auxquelles le Canada est partie prenante?
 - Des déclarations pays par pays mises en œuvre dans le cadre du projet BEPS de l'OCDE et que le Canada reçoit depuis 2017?
- Est-ce que les informations transmises du gouvernement fédéral au Québec permettent, d'une part, de pouvoir établir les chiffres d'affaires et les profits réalisés par les entreprises transnationales au Québec et, d'autre part, d'établir les profits détournés en vue de leur plus faible imposition ailleurs que chez nous?

- Comment le Québec, en vertu de sa souveraineté en matière fiscale, compte-t-il remédier à la situation s'il n'a pas reçu des informations, pour assurer une équité fiscale des entreprises québécoises vis-à-vis des entreprises transnationales?

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 3 du plan d'action :

- Pour chaque année depuis la publication du Plan d'action, combien de personnes ont fait partie de ce groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales (En équivalent temps complet — ETC)?
- Quelles sommes ont réellement été dépensées par Revenu Québec pour ce groupe d'intervention spécialisé?
- Quels ont été les objectifs d'embauche de personnel pour ce groupe, notamment de professionnels spécialisés sur les questions de planifications fiscales internationales?
- Est-ce que ces objectifs ont été atteints pour chacune des années depuis la publication du Plan d'action?
- Est-ce qu'un rapport d'étape concernant les travaux de ce groupe est disponible et déposé devant la Commission?
- Quelle est la proportion du personnel affecté aux travaux sur les entreprises en comparaison avec celle du personnel affecté aux travaux sur les particuliers sachant que seulement 5 % des fonds qui transitent par des paradis fiscaux appartiennent à des particuliers?
- Considérant cette proportion (le 5 % mentionné ci-dessus), y aurait-il lieu de mettre l'accent davantage sur les planifications fiscales des sociétés plutôt que celles des particuliers?

191) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**
Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public *le Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

La mesure 5 du Plan d'action énonce que « le Québec appuiera l'Agence des services frontaliers du Canada pour assurer la perception de la taxe de vente du Québec sur les biens corporels provenant de l'étranger et vendus par des entreprises n'ayant pas de présence physique ou significative au Québec. »

Nous savons que la mesure 5 n'a pas donné les résultats escomptés. Par contre, un projet pilote de taxation à la frontière sera établi en 2021 selon ce qui a été annoncé dans le cadre de la présentation du budget 2020 : «Compte tenu de la volonté commune des deux gouvernements, le Québec travaillera avec le gouvernement fédéral afin de mettre en place, en 2021, des règles harmonisées de perception de la TVQ et de la TPS/TVH par les fournisseurs étrangers» (Source : Budget 2020-2021, Renseignements additionnels, p. B.4).

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 5 du plan d'action :

- Où en sont les discussions avec le gouvernement fédéral relativement à ce projet pilote et quelles en sont les grandes lignes?
- Est-ce que le ministère des Finances a mis à jour son estimation de 2017 des revenus perdus en taxe de vente du Québec sur les biens corporels provenant de l'étranger et vendus par des entreprises n'ayant pas de présence physique ou significative au Québec? Si oui, quelles sont les pertes estimées en 2020?
- Est-ce que le ministère des Finances a étudié les effets négatifs de ce passe-droit pour les commerces et entreprises locales? Si oui, quelles sont les conclusions?

192) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**
Au ministre des Finances

Les gouvernements des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du G20 ont amorcé en 2013 une refonte en profondeur des règles fiscales internationales. C'est ainsi que le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) a été créé. L'objectif de ce projet était de revoir les règles en vigueur pour qu'elles soient adaptées au contexte de l'économie mondiale, et qu'elles suivent l'évolution de cette dernière. Il s'agissait donc de faire en sorte que les bénéfices soient imposés dans les pays où les activités économiques s'exercent. L'un des principaux problèmes identifiés comme étant à l'origine du phénomène BEPS est l'absence de coordination entre les règles nationales. De plus, l'évolution constante de l'environnement économique mondial amène souvent un décalage avec les règles internationales. Enfin, il a été constaté qu'il y avait des lacunes importantes et généralisées dans la connaissance des données et des informations.

Le Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices de 2013 énonce 15 actions, autour de trois axes : «parvenir à une cohérence entre les règles nationales ayant des effets sur les activités transnationales, renforcer les exigences relatives à la substance des normes internationales en vigueur et améliorer la transparence ainsi que la visibilité pour les entreprises qui n'adoptent pas une ligne de conduite offensive.»

En octobre 2020, le Cadre inclusif pour le BEPS (regroupement de plus de 125 pays et juridictions qui collaborent à la mise en œuvre des mesures découlant du projet BEPS) a diffusé les plans de travail des deux Piliers résultant du projet BEPS, soit :

1. Les solutions pour répartir les droits d'imposition entre juridictions («lien et répartition des bénéfices»);
2. La conception d'un système propre à garantir que les entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les bénéfices.

Mes questions au ministre des Finances :

- Est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec a procédé à une analyse des effets pour le Québec des propositions de l'OCDE soumises en octobre dernier (piliers 1 et 2) ?
- Est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec a procédé à une évaluation des revenus qui pourraient être générés pour le Québec si la proposition de l'OCDE (piliers 1 et 2) était mise en œuvre ?
- À la lumière des difficultés à obtenir un accord multilatéral relativement à la taxation de l'économie numérique, ne serait-il pas judicieux pour le Québec d'introduire une nouvelle taxe temporaire sur le chiffre d'affaires des entreprises du secteur numérique, comme l'ont fait certaines juridictions telles que la France?
- Puisqu'une harmonisation d'une telle taxe temporaire sur l'économie numérique avec le gouvernement fédéral serait souhaitable, est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec ont entamé des discussions avec leurs homologues fédéraux à ce sujet?
- Dans le contexte des déficits budgétaires importants liés à la pandémie de COVID-19 et à la hausse concomitante des revenus et des profits des géants de l'économie numérique, le ministre juge-t-il opportun que le gouvernement du Québec fasse une demande explicite au gouvernement fédéral pour qu'une taxe temporaire sur les entreprises de l'économie numérique soit mise en œuvre ?

- 193) M. LeBel (Rimouski) – **9 février 2021**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Plusieurs personnes âgées de ma circonscription ainsi qu'à travers le Québec sont touchées par une hausse très importante du coût des loyers dans les résidences privées pour aînés (RPA) qui dépasse le taux d'inflation. Je comprends que les frais d'opération dans les RPA ont été affectés par le contexte de la pandémie, comme bien des entreprises, mais les aînés ne sont pas tous dans des résidences de luxe, la grande majorité n'a tout simplement pas les moyens de faire face à cette augmentation. Certains d'entre eux n'ont pas de famille pour les soutenir et souvent les aînés ont peur de représailles. Les personnes âgées ont une capacité limitée de payer puisque 60 % des aînés de 65 ans et plus ont des revenus de moins de 30 000 \$ par année.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le ministre peut mettre en place rapidement des mesures spécifiques pour protéger les aînés de ces hausses inacceptables en mettant en œuvre un programme d'aide destiné à soutenir les petites résidences ayant des difficultés financières ou encore en assurant de meilleurs revenus pour les aînés vivant dans ces résidences ?

- 194) Mme Ghazal (Mercier) – **10 février 2021**
À la ministre de la Culture et des Communications

Nous avons été informés de la destruction prochaine de deux écoles primaires et de maisons anciennes dans le centre-ville de La Malbaie en vue de l'agrandissement de l'hôpital de La Malbaie.

La municipalité de La Malbaie comporte nombre d'éléments importants en patrimoine bâti. Dans les dernières années, plusieurs bâtiments patrimoniaux de ce secteur ont été démolis ou détruits par suite d'incendies. Il est important de souligner que l'attrait touristique de cette région repose sur la qualité exceptionnelle de ses paysages et de son patrimoine culturel. En ce sens, nous souhaitons souligner que l'objectif 3.2 de la Politique culturelle du Québec manifeste les principes suivants « Miser sur le potentiel du patrimoine culturel : [...] étant lui-même propriétaire d'un imposant parc immobilier patrimonial, de riches collections d'objets et de nombreux documents – y compris des documents numériques, il veillera à les traiter de manière exemplaire pour les transmettre aux générations futures. Le Québec se positionne ainsi clairement dans une approche de développement durable, en cohérence avec les grandes tendances internationales ».

De surcroît, le texte du projet de loi 69 modifiant la *Loi sur le patrimoine culturel* déposé par la ministre de la Culture et des Communications exprime explicitement l'importance « de favoriser l'exemplarité de l'État eu égard au patrimoine culturel immobilier gouvernemental ».

À la lumière des éléments portés à l'attention de la ministre de la Culture et des Communications, nous souhaitons qu'elle réponde aux questions suivantes :

1. Comment ces destructions démontrent la probité du gouvernement en matière de protection du patrimoine bâti et donnent l'exemple aux municipalités à cet égard?
2. Comment ces destructions sont conciliables avec les orientations claires du projet de loi 69 que vous avez déposé qui spécifie que l'État doit être exemplaire en matière de préservation du patrimoine bâti?
3. La ministre peut-elle nous garantir que des discussions ont eu lieu entre le ministère de la Culture et des Communications et le ministère de la Santé et des Services sociaux pour trouver un arrangement permettant de conserver les bâtiments plutôt que les détruire?
4. Comment la ministre peut justifier la destruction de maisons historiques et prétendre prioriser la protection de notre patrimoine culturel?
5. Comment la ministre peut concilier la destruction de deux écoles primaires fonctionnelles avec une perspective de développement durable?

195) M. LeBel (Rimouski) – **10 février 2021**
À la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation

Plusieurs familles et personnes seules de ma région, ainsi qu’à travers le Québec, sont touchées par le manque de logement. À Rimouski, le taux d’inoccupation à 0,9 % le prouve, c’est pourquoi il est extrêmement difficile de trouver un logement même en région. Cette situation crée de la détresse psychologique importante chez plusieurs personnes qui vivent cette problématique. Je constate que les ménages sont souvent dans l’incapacité de se loger adéquatement puisque leur revenu n’est pas suffisant. Se loger est un droit fondamental dans notre société et tout le monde devrait bénéficier d’un milieu de vie salubre et sécuritaire adapté à son revenu. De plus, il est absolument inadmissible que l’accès au service du tribunal administratif du Québec soit si difficile à obtenir dans ma région pour les locataires et également pour les propriétaires. Pour ces raisons, il est urgent pour le gouvernement d’investir massivement dans le logement social et communautaire ainsi que dans l’accès dans des délais raisonnables au processus de gestion de conflits. Cet investissement permettra de créer de la richesse collective, favorisera la relance économique et surtout assurera le droit aux logements adéquats pour toutes et tous.

Ma question est la suivante :

Est-ce que la ministre est intervenue auprès de son collègue des Finances afin que des investissements majeurs soient consacrés aux logements sociaux dès le prochain budget en mars 2021 notamment dans le programme AccèsLogis? Et concernant la grande difficulté à avoir accès dans des délais raisonnables au service du tribunal administratif du Québec dans la région du Bas-Saint-Laurent, est-ce que la ministre peut demander de façon urgente un état de situation et faire les corrections nécessaires?

196) M. LeBel (Rimouski) – **16 février 2021**

Au gouvernement

Selon une enquête réalisée par l'Association des pharmaciens des établissements de santé (APES), 13 postes de pharmaciens sur 45 sont vacants chez nous au Bas-Saint-Laurent et 8 postes sur 23 sont à pourvoir en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Côte-Nord est aussi en déficit de 8 pharmaciens sur une possibilité de 23.

Cette pénurie est causée par la compétition du secteur privé, où les salaires sont plus élevés. L'Association demande au gouvernement d'améliorer leurs conditions salariales pour soulager le manque de pharmaciens dans nos établissements de santé.

Les primes offertes aux pharmaciens afin de les retenir dans le secteur public sont temporaires et représentent pourtant la moitié du salaire des pharmaciens. C'est énorme. Ce n'est donc pas un salaire qui est fiable et ce n'est pas attrayant pour les jeunes pharmaciens.

La situation est critique, les CISSS déboursent en moyenne 1000 \$ à 1500 \$ par jour par pharmacien dépanneur qui provient du secteur privé, ce qui inclut les frais de déplacement, d'hébergement et de repas. Au Bas-Saint-Laurent, en fonction de la provenance du pharmacien dépanneur, les frais de déplacement peuvent être encore plus élevés.

Selon l'APES, le CISSS de la Gaspésie et des Îles a dû avoir recours aux services de pharmaciens dépanneurs pendant 822 jours entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020. Sur la Côte-Nord, ce nombre s'élève à 933 jours alors qu'au Bas-Saint-Laurent, il se situe à 239 jours.

Ma question est la suivante :

La situation est plus que préoccupante puisque cette pénurie de pharmaciens dans le réseau public entraîne une surcharge de travail pour ceux qui sont en poste et des risques pour les patients. Dans le contexte du renouvellement de son entente de travail avec les pharmaciens du secteur public, est-ce que le gouvernement du Québec entend corriger cette situation et assurer une présence adéquate de pharmaciens dans les établissements de santé dans l'Est-du-Québec?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte – *député de Jonquière*

bb) Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés aux restaurateurs – *député de Nelligan*